

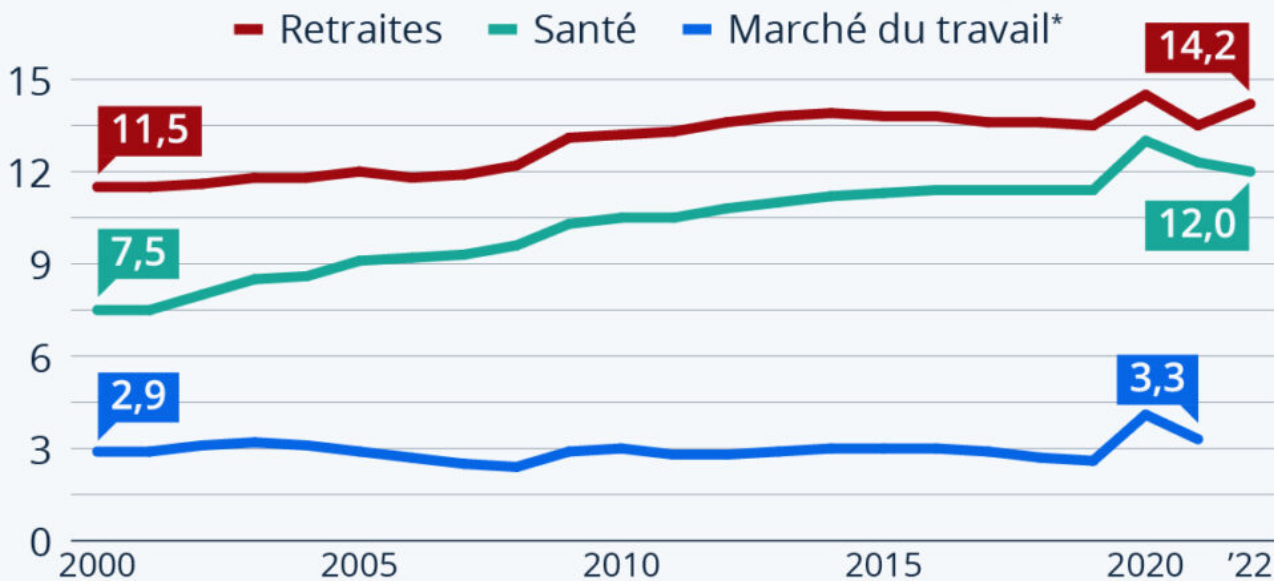
# Comment les dépenses sociales ont évolué en France depuis 2000 ?

## L'évolution des dépenses sociales en France

Dépenses publiques de protection sociale exprimées en pourcentage du PIB (sélection de postes de dépenses)

Total en 2000 : 28,5 %

Total en 2022 : 32,2 %



\* Inclut : services publics de l'emploi, formation, aides à l'embauche et à la création d'emplois, allocations de chômage. Dernière donnée disponible : 2021.

Sources : OCDE, Drees





Écrit par Echo du Mardi le 8 mars 2024

Selon les chiffres publiés par la direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees), la France dépensait l'équivalent de 32,2 % de son PIB pour les [prestations sociales](#) en 2022 (dernière année disponible), soit un chiffre supérieur de cinq points à la [moyenne de l'Union européenne](#) qui se situe à environ 27 % du PIB. Comme l'indique notre graphique basé sur les données de l'[OCDE](#) et de la [Drees](#), depuis le début du siècle, la part des dépenses sociales dans le PIB en France a augmenté de près de 4 points de pourcentage (contre une hausse de 2 points dans l'UE).

Dans le détail, ce sont les [dépenses publiques](#) de santé qui ont le plus augmenté, avec une part passée de 7,5 % à 12,0 % du PIB entre 2000 et 2022 (+4,5 points de pourcentage). De leur côté, les dépenses consacrées aux pensions de [retraite](#) étaient en hausse de près de 3 points depuis le début du siècle, atteignant 14,2 % en 2022. La hausse des dépenses dans ces deux postes est notamment liée au [vieillessement de la population](#).

En comparaison, rapportées au PIB, les dépenses dédiées au marché du travail — incluant les services publics de l'emploi, la formation, les aides à l'embauche et à la création d'emplois, ainsi que les [allocations chômage](#) — sont restées relativement stables sur la période étudiée, soit autour de 3 % du PIB (hormis un pic à 4 % en 2020).

Il est important de noter que les pics de dépenses rapportées au PIB de 2009 et de 2020 correspondent à des années pour lesquelles le produit intérieur brut s'est fortement contracté, du fait respectivement de la crise financière mondiale et de la pandémie de Covid-19.

De Tristan Gaudiaut pour Statista